

Unité Départementale de la Vendée  
135 Rue Philippe Lebon  
85000 La Roche sur Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 05 avril 2022,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats  
Publié sur 

### **SMURFIT KAPPA FRANCE SAS**

Cartonnerie de Mortagne  
83 rue de La Louisière - CS 60044  
85291 MORTAGNE SUR SEVRE

Références : D22.0136

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE SAS implanté Cartonnerie de Mortagne 83 rue de La Louisière - CS 60044 85291 MORTAGNE SUR SEVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de l'action régionale 2022 "incendie"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE SAS
- Cartonnerie de Mortagne 83 rue de La Louisière - CS 60044 85291 MORTAGNE SUR SEVRE
- Code AIOT dans GUN : 0006301135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Smurfit Kappa exploite une usine de transformation de cartons

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations électriques
- Dispositif d'extinction automatique
- Moyens d'intervention incendie
- Protection des milieux récepteurs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.2.5	/	Sans objet
Dispositif d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.2	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection porte sur des points de contrôles en lien avec la prévention contre le risque d'incendie.

Aucun dysfonctionnement majeur n'a été relevé et l'exploitant prend bien en compte la maîtrise de ce risque. Les non-conformités relevées sur le dispositif d'extinction automatique devraient être levées suite aux travaux de renouvellement du dispositif.

La vérification des installations électriques doit être complète et se faire annuellement.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées 3 rapports de vérification des installations électriques Q18 du 18 et du 19/09/2021, de la société APAVE. Ces rapports concluent que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion. Pour le bâtiment façonnage, la vérification de l'installation électrique est partielle. Les fosses à déchets sont classées en zone ATEX et n'ont pas été vérifiées. Ces zones doivent être vérifiées annuellement également.
Le rapport de vérification des installations électriques de 2020, consulté le jour de la visite, conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion, y compris dans les zones ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Dispositif d'extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en oeuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude des dangers. En particulier, la hall bobines, le hall onduleuse, l'atelier de transformation, le hall produits finis, le local transformateur, la chaufferie principale et le local déchets sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification Q1 du 1er février 2022, de la société EQUANS. Ce rapport liste des non-conformités mais qui ne sont pas susceptibles de mettre en échec le système d'extinction. Ces non-conformités ont été

observées et signalées depuis 2016.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 20/12/2017 d'audit trentenaire de l'installation de sprinklage, réalisé par la société SPK Engineering. Ce rapport a servi de base de réflexion pour le renouvellement de l'installation de sprinklage. L'exploitant a fourni une proposition technique et un chiffrage en date du 23/09/2021, réalisés par la société AAI. A ce jour, l'exploitant attend un retour du groupe Smurfit Kappa pour lancer les travaux sur l'installation de sprinklage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens d'intervention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification Q4 du 5 mars 2021, de la société SAFE Extinct'feu. Ce rapport précise que l'installation est conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification des RIA du 16 mars 2021, de la société SAFE Extinct'feu. Le site ne dispose pas de la certification Q5 car toutes les zones ne sont pas couvertes par les RIA.  L'exploitant a également transmis à l'inspection des installations classées des 3 fiches de procédure en cas d'incendie.  Le hall bobine et produits finis ont été visités. Les extincteurs et RIA sont accessibles et bien repérés.
<b>Observations :</b> L'exploitant envisage d'ajouter des RIA afin d'obtenir la certification Q5. Ces travaux ont été intégrés dans le projet de renouvellement du sprinklage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection des milieux récepteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un ou plusieurs bassins de confinement étanches aux produits collectés ou tout autre dispositif équivalent. La vidange suivra les principes imposés par article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.  Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Si ces bassins sont collectifs, l'exploitant dispose de l'autorisation d'utilisation de ces bassins de la part de leur gestionnaire.

**Constats :** Le réseau d'eaux pluviales du site est raccordé au bassin de rétention de la zone artisanale. Le volume de ce bassin est de 5000 m<sup>3</sup>. Dans son dossier d'autorisation, l'exploitant avait calculé un besoin de rétention de 2090 m<sup>3</sup> (D9A). Le volume du bassin est donc suffisant.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une autorisation d'utilisation de ce bassin datée du 23 juin 2010 et signée par le maire de la commune de Mortagne sur Sèvre.

**Observations :** Des boudins gonflables sont mis en place manuellement par l'exploitant en cas de déversement accidentel sur les parkings ou de départ d'incendie dans l'attente de l'arrivée des pompiers pour fermer la vanne d'isolement du bassin de confinement de la commune.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet